

A CASABLANCA la police organise la provocation

N° 366 — Du 22 Juillet au 5 Août 1955

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ VOUS

HEBDOMADAIRE - 20 fr.

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

REDACTION - ADMINISTRATION : 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (10^e) T.él. : GEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 an : 1800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois : 225 fr. C.C.P. 52 de Presse, Edition et Librairie 60320 Paris

COMMUNISTES les C.R.S. chassent les grévistes

EN ALGERIE

des condamnations à mort se multiplient

se multiplient les condamnations à mort

Robert BERNÉ

LE Parti Communiste Internationaliste vient d'être cruellement frappé par le douloureux accident où le camarade Robert Berné, membre de son Bureau Politique, a perdu la vie.

Malgré son jeune âge Robert Berné avait derrière lui une riche et longue expérience politique. Adhèrent dès 1942 aux Jeunes Communistes, il quitta le P.C.F. pour adhérer au P.C.I. (IV^e Internationale) lorsque les dirigeants stalinistes, tournant le dos à une politique révolutionnaire, collaborèrent au gouvernement de Gaule pour désarmer les milices patriotiques et déclarer que la grève était devenue arme de classe des trusts.

Militant dans les organisations trotskystes de la jeunesse, il sera désigné à la Responsabilité des premières brigades de jeunes qui iront travailler en Yougoslavie en 1950 pour connaître la vérité et la direction, après la condamnation par le Kominform de l'Etat ouvrier yougoslave.

Robert Berné allait à une profonde culture, un courage militant qui toujours le plaçait à la tête de toute action concrète, que ce soit pour la défense des intérêts révolutionnaires du prolétariat français ou pour celle des peuples coloniaux opprimés.

Directeur politique de LA VERITE, Robert Berné menait de front l'énorme tâche du militant trotskyste et du travailleur gagnant la subsistance de sa famille.

Les trotskystes du monde entier, le prolétariat français dans sa rude tâche révolutionnaire ont perdu avec Robert Berné l'un de leurs plus valeureux représentants.

LE BUREAU POLITIQUE DU P.C.I. (15 juillet 1955.)

VRAIMENT, ce coup-ci, l'affaire est vraiment trop énorme. La presse officielle n'a pu cacher en totalité la réalité. La provocation est patente, flagrante. La police est complice totalement. Le général Duval est dans le coup. Durant 24 heures, les troupes de Casablanca ont pu assommer des Marocains, en assommer d'autres, contrôler la ville sans l'ait bienveillant d'une police chargée de mater tout ordre. L'attaché U-Ch. Legrand est assailli à son domicile. Les policiers qui doivent protéger lui demandent avant l'agression de leur remettre son arme. Avec bienveillance, il laisse passer les manifestants européens, leurs chefs se font acclamer par eux. Puis, quand les Marocains passent à la riposte, quand hommes, femmes et enfants descendent des médinas pour venger leurs frères, en un clin d'œil la troupe, sur l'ordre du résident Grandval, cerna les quartiers musulmans, disperse, mitraille, tue, chahut d'assaut et tirent, tirent sur les victimes qui ont osé se défendre. Il n'est nul besoin d'être anticolonial pour saisir que le général Grandval, un héros de la guerre, l'héroïque riposte insurrectionnelle du peuple marocain. Il suffit de lire les récits embarrassés, les dépêches en provenance de Casablanca. Cependant, un dernier effort pour tenter de camoufler la réalité sera effectuée.

Pensez-vous, ce ne sont pas des Français qui ont préparé, participé à la provocation meurtrière.

L'amaril en retraite qui fut péniblement hissé sur une statue et hurlant la foute d'ait-il espagnol ? Les chefs de la police stalinienne de nationalité espagnole ? Non, ce sont des colonialistes, interprètes des intérêts d'une minorité privilégiée, monopolisant toutes les richesses du pays, ayant exproprié politiquement et économiquement la population musulmane.

Cette minorité, européenne, au majorité arabe, française, est la politique que les manifestants hurlaient : « Les ratons au poteau ! », c'est-à-dire l'extermination des Arabes.

Grevé générale et manifestations contre patronat et gouvernement

JUIN-JULLET 1955, a vu se dérouler le début d'une nouvelle vague de luttes du prolétariat français. Cette vague n'a pas atteint l'apogée de la grève générale d'août 53, elle porte en elle des caractères qui marquent une étape nouvelle de la lutte de classes dans ce pays.

Les grévistes ont occupé leurs usines, ils en ont chassé les CRS envoyés par le gouvernement pour les occuper. Ils ont manifesté dans les rues.

Les actions de Albert, de St-Nazaire, d'homécourt ont entraîné la grève des services publics, puis la grève du secteur privé déclenchant la grève générale. Une grève plus limitée aux bras croisés, mais qui utilisera les méthodes de la Révolution. Car généralement l'ensemble du pays, les manifestations de rues, les batailles de CRS n'ont pas d'autre signification que le renouveau révolutionnaire du gouvernement des patrons.

C'est le premier aspect et le plus important du début de la vague gréviste de juin-juillet 1955 : la grève n'est plus considérée comme suffisante par les travailleurs. Ils manifestent, répondent, coup pour coup aux forces de répression, s'emparent ou tentent de s'emparer des patrons. L'efficacité de cette tactique est attestée. Patrons et gouvernement ont reculé.

Mais le recul des exploités est limité. Ils n'ont plus répondu par un mot brutal, ils se couvrent derrière la volonté affirmée par les dirigeants socialistes de limiter l'action ouvrière sur le plan des discussions autour du tapis vert.

La nouvelle et honteuse capitulation des dirigeants FO dès que le gouvernement s'est fâché quelques mielles aux fonctionnaires, est la démonstration la plus visible, de la volonté des dirigeants de stopper l'action. Elle n'est pas la volonté des travailleurs, elle est imposée par les dirigeants FO et CGT à St-Nazaire pour limiter le mouvement révolutionnaire déclenché par le COT, descendit à St-Nazaire pour prêcher le calme et la reprise. Un responsable de la Fédération des Métaux de St-Nazaire, sous le pseudonyme de Lecour, a déclaré que la grève générale est l'arme de classe par excellence pour chasser le gouvernement des patrons. Il ne veut pas la victoire.

La vague de luttes de juin-juillet 1955 n'est qu'un jure. Elle préfigure les puissants mouvements qui aggraveront l'effacement général du prolétariat français et la bourgeoisie et son Etat. Un tel mouvement ne pourra se limiter à :

Le recul gouvernemental à l'égard des fonctionnaires, des militaires, la hantise du gouvernement et du patronat de voir le déclenchement d'une grève des fonctionnaires, entraîne des services publics, puis la grève du secteur privé déclenchant la grève générale. Une grève plus limitée aux bras croisés, mais qui utilisera les méthodes de la Révolution. Car généralement l'ensemble du pays, les manifestations de rues, les batailles de CRS n'ont pas d'autre signification que le renouveau révolutionnaire du gouvernement des patrons.

C'est le premier aspect et le plus important du début de la vague gréviste de juin-juillet 1955 : la grève n'est plus considérée comme suffisante par les travailleurs. Ils manifestent, répondent, coup pour coup aux forces de répression, s'emparent ou tentent de s'emparer des patrons. L'efficacité de cette tactique est attestée. Patrons et gouvernement ont reculé.

Mais le recul des exploités est limité. Ils n'ont plus répondu par un mot brutal, ils se couvrent derrière la volonté affirmée par les dirigeants socialistes de limiter l'action ouvrière sur le plan des discussions autour du tapis vert.

La nouvelle et honteuse capitulation des dirigeants FO dès que le gouvernement s'est fâché quelques mielles aux fonctionnaires, est la démonstration la plus visible, de la volonté des dirigeants de stopper l'action. Elle n'est pas la volonté des travailleurs, elle est imposée par les dirigeants FO et CGT à St-Nazaire pour limiter le mouvement révolutionnaire déclenché par le COT, descendit à St-Nazaire pour prêcher le calme et la reprise. Un responsable de la Fédération des Métaux de St-Nazaire, sous le pseudonyme de Lecour, a déclaré que la grève générale est l'arme de classe par excellence pour chasser le gouvernement des patrons. Il ne veut pas la victoire.

La vague de luttes de juin-juillet 1955 n'est qu'un jure. Elle préfigure les puissants mouvements qui aggraveront l'effacement général du prolétariat français et la bourgeoisie et son Etat. Un tel mouvement ne pourra se limiter à :

Le recul gouvernemental à l'égard des fonctionnaires, des militaires, la hantise du gouvernement et du patronat de voir le déclenchement d'une grève des fonctionnaires, entraîne des services publics, puis la grève du secteur privé déclenchant la grève générale. Une grève plus limitée aux bras croisés, mais qui utilisera les méthodes de la Révolution. Car généralement l'ensemble du pays, les manifestations de rues, les batailles de CRS n'ont pas d'autre signification que le renouveau révolutionnaire du gouvernement des patrons.

Mais le recul des exploités est limité. Ils n'ont plus répondu par un mot brutal, ils se couvrent derrière la volonté affirmée par les dirigeants socialistes de limiter l'action ouvrière sur le plan des discussions autour du tapis vert.

La nouvelle et honteuse capitulation des dirigeants FO dès que le gouvernement s'est fâché quelques mielles aux fonctionnaires, est la démonstration la plus visible, de la volonté des dirigeants de stopper l'action. Elle n'est pas la volonté des travailleurs, elle est imposée par les dirigeants FO et CGT à St-Nazaire pour limiter le mouvement révolutionnaire déclenché par le COT, descendit à St-Nazaire pour prêcher le calme et la reprise. Un responsable de la Fédération des Métaux de St-Nazaire, sous le pseudonyme de Lecour, a déclaré que la grève générale est l'arme de classe par excellence pour chasser le gouvernement des patrons. Il ne veut pas la victoire.

La vague de luttes de juin-juillet 1955 n'est qu'un jure. Elle préfigure les puissants mouvements qui aggraveront l'effacement général du prolétariat français et la bourgeoisie et son Etat. Un tel mouvement ne pourra se limiter à :

Le recul gouvernemental à l'égard des fonctionnaires, des militaires, la hantise du gouvernement et du patronat de voir le déclenchement d'une grève des fonctionnaires, entraîne des services publics, puis la grève du secteur privé déclenchant la grève générale. Une grève plus limitée aux bras croisés, mais qui utilisera les méthodes de la Révolution. Car généralement l'ensemble du pays, les manifestations de rues, les batailles de CRS n'ont pas d'autre signification que le renouveau révolutionnaire du gouvernement des patrons.

Mais le recul des exploités est limité. Ils n'ont plus répondu par un mot brutal, ils se couvrent derrière la volonté affirmée par les dirigeants socialistes de limiter l'action ouvrière sur le plan des discussions autour du tapis vert.

La nouvelle et honteuse capitulation des dirigeants FO dès que le gouvernement s'est fâché quelques mielles aux fonctionnaires, est la démonstration la plus visible, de la volonté des dirigeants de stopper l'action. Elle n'est pas la volonté des travailleurs, elle est imposée par les dirigeants FO et CGT à St-Nazaire pour limiter le mouvement révolutionnaire déclenché par le COT, descendit à St-Nazaire pour prêcher le calme et la reprise. Un responsable de la Fédération des Métaux de St-Nazaire, sous le pseudonyme de Lecour, a déclaré que la grève générale est l'arme de classe par excellence pour chasser le gouvernement des patrons. Il ne veut pas la victoire.

La vague de luttes de juin-juillet 1955 n'est qu'un jure. Elle préfigure les puissants mouvements qui aggraveront l'effacement général du prolétariat français et la bourgeoisie et son Etat. Un tel mouvement ne pourra se limiter à :

Le recul gouvernemental à l'égard des fonctionnaires, des militaires, la hantise du gouvernement et du patronat de voir le déclenchement d'une grève des fonctionnaires, entraîne des services publics, puis la grève du secteur privé déclenchant la grève générale. Une grève plus limitée aux bras croisés, mais qui utilisera les méthodes de la Révolution. Car généralement l'ensemble du pays, les manifestations de rues, les batailles de CRS n'ont pas d'autre signification que le renouveau révolutionnaire du gouvernement des patrons.

Souviens Ben Boulaid et tous les condamnés à mort

LE HONTEUX SILENCE DE LA PRESSE ET DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

Maisieurs dizaines d'Algériens sont condamnés à mort par les tribunaux militaires. Ben Boulaid a fait la revue de la faim durant 17 jours. « L'Humanité » publie quelques lignes. « Le Populaire » se tait. Des personnalités de toutes tendances appellent l'opinion publique à constituer un comité. « Le Populaire » et « L'Humanité » se refusent à publier le communiqué. Le Comité Central du Parti Communiste Français, le Congrès du Parti Socialiste viennent de siéger. Chercha dans le compte rendu des travaux des instances supérieures des grandes organisations, un mot sur l'organisation d'une campagne contre les condamnations à mort. Rien. Pas un mot. Et pourtant plusieurs dizaines de condamnations à mort ont été prononcées pour des crimes commis contre des militants nationalistes. Ce sera la honte des dirigeants ouvriers de ne pas avoir agi contre ces exactions de l'impérialisme français. Ce sera l'honneur de ceux pour qui la défense des principes démocratiques élémentaires restent un impératif, que de combattre pour arrêter le bras du colonialisme qui ensangante le peuple algérien.

Rosenfeld, conseiller de l'Union Française, Jean Seigne (Loire) P. Wattier, J. M. Domenach, L. Houdeville, G. Tharaud, Louis-Paul Letourneur, Dr Daniel Martin, Edith Thomas, Jean Roux, Laurent Schwartz. Le comité de rédaction du journal « Le Libérateur » a envoyé son adhésion collective. J. Arthuis, J. Calmejane, R. Ceret, Y. Dechezelle, C. Devèze, G. Ducaroy, R. Gerland, J. Nant, L. Rioux.

pour l'amnistie des condamnés politiques d'Algérie et le président de la République d'user de son droit de grâce en faveur des condamnés politiques, depuis de nombreuses années dans les prisons d'outre-mer et notamment les ex-palearmes de l'Algérie, dont la libération avait été promise au dernier. Le comité invite en outre le chef de l'Etat à suspendre l'exécution des peines capitales prononcées en Algérie et au Maroc comme il vient de le faire en faveur des condamnés à mort de Tunisie.

Le comité attire tout spécialement l'attention sur le cas de Ben Belaid Mokrani, condamné à mort par le tribunal militaire de Constantine, qui a été mis aux fers alors que cette pratique n'est plus en vigueur en France et qui, en protestation, fait la grève de la faim depuis le 23 juin. Le 11 juillet 1955.

BEN BOULAId durant 17 jours a fait la grève de la faim. Le nombre des condamnations à mort augmente chaque jour. IL NE FAUT PAS QUE LE SANG COULE EN ALGERIE !

Adressez toute correspondance relative à cet appel : Robert Chénay, 5, rue Georges-Lardinois, Paris (19^e).

BEN BOULAId durant 17 jours a fait la grève de la faim. Le nombre des condamnations à mort augmente chaque jour. IL NE FAUT PAS QUE LE SANG COULE EN ALGERIE !

Adressez toute correspondance relative à cet appel : Robert Chénay, 5, rue Georges-Lardinois, Paris (19^e).

BEN BOULAId durant 17 jours a fait la grève de la faim. Le nombre des condamnations à mort augmente chaque jour. IL NE FAUT PAS QUE LE SANG COULE EN ALGERIE !

Adressez toute correspondance relative à cet appel : Robert Chénay, 5, rue Georges-Lardinois, Paris (19^e).

COMMUNIQUE

Le 8 juillet 1955, Robert Barlat, Claude Bourdet, Robert Chénay, Marcel Pivert, Paul Ruff, prenant l'initiative d'adresser à des personnalités de toutes tendances l'appel ci-dessous :

Les Algériens BEN BOULAId et **BOUCHEMAL** viennent d'être condamnés à mort par le tribunal militaire de Constantine.

BEN BOULAId, alors que ses accusés ont introduit un pourvoi en cassation, est aux fers, au mépris de la loi, depuis le jour de sa condamnation. Marcel Pivert, de la République de l'Algérie, dit que le sang ne soit versé pour de l'ait d'opinion, renforcé encore le **HOT** de haine qui défrise sur l'Algérie.

Il appelle à la constitution, au-dessus de toute considération politique, d'un Comité, contre l'exécution de **BEN BOULAI**d et **BOUCHEMAL**.

Les premiers signataires s'excusent auprès de tous ceux qui, ils le savent, ne manifesteront pas de se joindre à eux, d'avoir dû, en raison de l'urgence, rendre public sans délai cet appel.

Au 19 juillet 1955, se sont associés à cette initiative : Marcel Aucier, René Cellier (Loire), Jean Cayrol, Gilbert Costenon, G. Fédouze (Loire), G. Fontenris, G. de Malarand, J. Martin, Guy Marty, François Mauriac, de l'Académie Française, Marcel Mounard (Loire), Daniel Renard, O.

COMMUNIQUE

Le Comité pour l'amnistie aux condamnés politiques d'outre-mer dénonce la caricature d'amnistie préparée par les commissions de Justice et de la France d'outre-mer qui refuse le bénéfice de l'amnistie aux condamnés politiques d'Afrique du Nord et en exclut également tous les condamnés des territoires d'outre-mer frappés d'une peine de détention supérieure à quinze ans, ce qui est le cas de la majorité des condamnés de Madagascar actuellement détenus.

A la veille du 14 Juillet, le Comité

COMMUNIQUE

Le Comité pour l'amnistie aux condamnés politiques d'outre-mer dénonce la caricature d'amnistie préparée par les commissions de Justice et de la France d'outre-mer qui refuse le bénéfice de l'amnistie aux condamnés politiques d'Afrique du Nord et en exclut également tous les condamnés des territoires d'outre-mer frappés d'une peine de détention supérieure à quinze ans, ce qui est le cas de la majorité des condamnés de Madagascar actuellement détenus.

A la veille du 14 Juillet, le Comité

"LA VERITE"

AVEC « LA VERITE », organe hebdomadaire, notre Parti a pu faire connaître à tous les travailleurs français la politique internationale et d'organisation de leurs luttes. Les témoignages de sympathie et d'encouragement qui nous avons reçus, l'accroissement de notre vente, les lettres qui nous démontrent la nécessité de « LA VERITE » hebdomadaire.

Il nous faut persévérer, continuer notre effort et « LA VERITE » deviendra grand journal ouvrier.

Lecteurs, sympathisants, abonnés, militants, diffusez « LA VERITE ». Envoyez-nous les échos de vos luttes, abonnez-vous, soutenez votre journal.

Pendant un période des congés, « LA VERITE » ne maintiendra pas sa parution hebdomadaire.

Continuons à paraître que les 5 août, 19 août et 2 septembre 1955.

« LA VERITE » paraîtra dans les kiosques.

Continuez à soutenir le seul journal français qui lutte pour la révolution socialiste.

LE PROCHAIN NUMERO, 367, DE « LA VERITE » PARAITRA LE 5 AOUT.

LA VERITE

AVEC « LA VERITE », organe hebdomadaire, notre Parti a pu faire connaître à tous les travailleurs français la politique internationale et d'organisation de leurs luttes. Les témoignages de sympathie et d'encouragement qui nous avons reçus, l'accroissement de notre vente, les lettres qui nous démontrent la nécessité de « LA VERITE » hebdomadaire.

Il nous faut persévérer, continuer notre effort et « LA VERITE » deviendra grand journal ouvrier.

Lecteurs, sympathisants, abonnés, militants, diffusez « LA VERITE ». Envoyez-nous les échos de vos luttes, abonnez-vous, soutenez votre journal.

Pendant un période des congés, « LA VERITE » ne maintiendra pas sa parution hebdomadaire.

Continuons à paraître que les 5 août, 19 août et 2 septembre 1955.

« LA VERITE » paraîtra dans les kiosques.

Continuez à soutenir le seul journal français qui lutte pour la révolution socialiste.

LE PROCHAIN NUMERO, 367, DE « LA VERITE » PARAITRA LE 5 AOUT.

LA VERITE

AVEC « LA VERITE », organe hebdomadaire, notre Parti a pu faire connaître à tous les travailleurs français la politique internationale et d'organisation de leurs luttes. Les témoignages de sympathie et d'encouragement qui nous avons reçus, l'accroissement de notre vente, les lettres qui nous démontrent la nécessité de « LA VERITE » hebdomadaire.

Il nous faut persévérer, continuer notre effort et « LA VERITE » deviendra grand journal ouvrier.

Lecteurs, sympathisants, abonnés, militants, diffusez « LA VERITE ». Envoyez-nous les échos de vos luttes, abonnez-vous, soutenez votre journal.

Pendant un période des congés, « LA VERITE » ne maintiendra pas sa parution hebdomadaire.

Continuons à paraître que les 5 août, 19 août et 2 septembre 1955.

« LA VERITE » paraîtra dans les kiosques.

Continuez à soutenir le seul journal français qui lutte pour la révolution socialiste.

LE PROCHAIN NUMERO, 367, DE « LA VERITE » PARAITRA LE 5 AOUT.

LE P. C. F. REINTEGRE LA MAJORITE PARLEMENTAIRE

FRANCOIS MAURIAC triomphe. Le 10 juillet 1955, le P.C.F. a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée Nationale. Le P.C.F. a obtenu 100 députés sur 480. Le P.C.F. a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée Nationale. Le P.C.F. a obtenu 100 députés sur 480.

FRANCOIS MAURIAC triomphe. Le 10 juillet 1955, le P.C.F. a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée Nationale. Le P.C.F. a obtenu 100 députés sur 480. Le P.C.F. a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée Nationale. Le P.C.F. a obtenu 100 députés sur 480.

19 JUILLET 1936

DIX-NEUF ans sont passés depuis que le prolétariat international a obtenu le début de la Révolution espagnole. En 1936, les ouvriers français occupèrent les usines. Les exploités ont senti le sol se dérober sous eux. Une classe ouvrière avec un enthousiasme indescriptible monta à l'assaut de la forteresse capitaliste. En Allemagne, secouant la botte sanglante de Hitler, les millions de la Ruhr, les dockers de Hambourg, réalisèrent la fête. Des grèves éclatèrent.

DIX-NEUF ans sont passés depuis que le prolétariat international a obtenu le début de la Révolution espagnole. En 1936, les ouvriers français occupèrent les usines. Les exploités ont senti le sol se dérober sous eux. Une classe ouvrière avec un enthousiasme indescriptible monta à l'assaut de la forteresse capitaliste. En Allemagne, secouant la botte sanglante de Hitler, les millions de la Ruhr, les dockers de Hambourg, réalisèrent la fête. Des grèves éclatèrent.

Mais le prolétariat français fut trahi. Mais, derrière le contrôle de la lutte pour s'emparer de la grève. Les usines restèrent aux patrons. Le 19 juillet, Franco se soulève au Blum. Il vote la loi de répression. Au peuple espagnol, Satime destilla de maigres envois d'armes, et en proie à la bourgeoisie, la bourgeoisie espagnole. La bourgeoisie espagnole fut sauvée. Et lorsqu'un jour, en 1937, les ouvriers de Barcelone s'insurgèrent pour reprendre leur marche révolutionnaire, c'est sur l'ordre et sous la direction des agents du

